

Préface

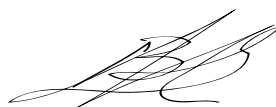
Un changement majeur s'est opéré dans la réflexion sur le développement, lorsque la communauté internationale a reconnu, à la fin des années 1990, que les projets agricoles axés sur la technologie avaient échoué à contribuer de manière significative à la réduction à grande échelle de la pauvreté. Un nouveau paradigme du développement a commencé à émerger, accordant beaucoup plus d'importance aux institutions et aux politiques en faveur des pauvres. De l'avis général, un environnement institutionnel et politique propice est essentiel pour créer le cadre dans lequel le développement peut être orienté en vue de répondre aux besoins des pauvres - et de respecter la promesse collective audacieuse de la communauté internationale en matière de développement, de réduire de moitié la pauvreté mondiale au cours des 15 premières années du millénaire.

Le lancement en 2001 de l'Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres (PPLPI) par la Division de la production et de la santé animales (AGA) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec le soutien financier du Département pour le Développement International (DFID) du gouvernement du Royaume-Uni, a été l'une des réponses à cette évolution. L'objectif spécifique de la PPLPI est de «Renforcer les capacités de la FAO, de ses États Membres et des organisations internationales en matière de formulation de politiques et de plans de mise en œuvre pour le secteur de l'élevage et les secteurs apparentés, visant à réduire la pauvreté, tout en gérant les risques pour l'environnement et la santé publique».

L'élevage tend à être déterminé par les cadres politiques et institutionnels nationaux et internationaux, qui sont rarement en faveur des plus démunis. L'un des objectifs de la PPLPI était d'explorer des voies et des manières de faciliter et d'appuyer la formulation et la mise en œuvre de politiques et de réformes institutionnelles qui pourraient avoir un impact positif sur les moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes pauvres tributaires de l'élevage. L'accent mis sur l'élevage s'explique par le fait que celui-ci contribue aux moyens de subsistance de la majorité des ruraux pauvres dans le monde, tandis que l'augmentation rapide de la demande de produits de l'élevage dans les pays en développement, parallèlement à l'intégration croissante des marchés mondiaux, représentent de nouvelles opportunités, mais aussi des menaces, pour les moyens de subsistance des petits éleveurs, commerçants et transformateurs pauvres.

Cet ouvrage résume les leçons tirées des nombreuses années d'expérience à l'échelle mondiale de l'Initiative PPLPI, en matière d'élaboration de politiques du secteur de l'élevage les plus favorables possibles pour les populations pauvres. Grâce à l'expérience acquise par la PPLPI, la Division AGA est à la pointe de l'innovation politique et institutionnelle visant à favoriser un développement équitable du secteur de l'élevage, et la PPLPI s'est retrouvée au cœur d'un processus de transformation programmatique. En conséquence de cette transformation, le travail de la FAO dans le secteur de l'élevage se concentre désormais principalement sur: i) les politiques et la gestion du secteur en faveur des pauvres; ii) les conséquences des maladies animales pour les pauvres, les économies des pays en développement et les risques pour la santé humaine et la santé animale à l'échelle mondiale; et iii) l'impact de l'élevage sur l'environnement.

Commentant le travail de la PPLPI sur les politiques et les réformes institutionnelles en faveur des pauvres, la récente évaluation indépendante externe de la FAO a indiqué que l'initiative avait «influencé la réflexion mondiale dans ces domaines». Ainsi, bien que la PPLPI ait pris fin en mars 2010, son héritage est assuré à la fois par la Stratégie et le Programme de la FAO pour le secteur de l'élevage et par l'ensemble de la communauté du développement.



Berhe Tekola

*Directeur, Division de la production
et de la santé animales de la FAO*

Remerciements

Cet ouvrage est le résultat du travail et de l'expérience de très nombreuses personnes, et toute tentative de dresser une liste exhaustive des contributeurs risque d'être incomplète. Les auteurs remercient sincèrement chacune des personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont participé et contribué aux activités de la PPLPI aux niveaux national, régional et mondial. Nous remercions plus particulièrement Martin Upton pour son analyse constructive des différents chapitres tout au long du processus d'élaboration et pour ses inlassables encouragements à la fois pendant la mise en œuvre du projet et pendant la production de ce document.

Les auteurs souhaitent également exprimer leur gratitude au Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, pour avoir généreusement soutenu le projet financièrement et pour avoir donné à la PPLPI la liberté d'expérimenter et d'essayer de nouvelles approches, potentiellement à risque, en vue d'apprendre par tâtonnement et d'essayer encore et encore. Des échéances et des allocations budgétaires souples liées à des résultats incertains sont des caractéristiques inhabituelles en matière d'aide au développement.

Résumé exécutif

Selon les estimations, 2,6 milliards de personnes dans le monde en développement sont contraintes de vivre avec moins de 2 dollars par jour, et environ 1,4 milliards d'entre elles sont considérées comme extrêmement pauvres et survivent avec moins de 1,25 dollars par jour. La pauvreté est intimement liée à la sous-alimentation; la FAO estime qu'en 2010, environ 925 millions d'habitants de la planète étaient sous-alimentés. La pauvreté et la faim ont également des conséquences négatives sur les franges non-pauvres de la société, ainsi, outre les préoccupations d'ordre éthique, des considérations d'ordre économique et d'intérêt personnel devraient élever la réduction de la pauvreté au premier rang des priorités de l'agenda mondial.

Pour réaliser des progrès rapides en matière de réduction de la pauvreté, il est nécessaire de mettre en œuvre des solutions ciblées visant à stimuler une croissance économique à laquelle les pauvres peuvent contribuer et dont ils peuvent tirer profit. Près des trois quarts des plus pauvres de la planète, environ 1 milliard de personnes, vivent dans les zones rurales et, en dépit de l'urbanisation croissante, plus de la moitié des personnes qui disposent de moins d'un dollar par jour résideront encore dans des zones rurales à l'horizon 2035. La plupart des ménages ruraux dépendent directement de l'agriculture comme moyen de subsistance et environ 90 pour cent des populations les plus pauvres de la planète sont des petits exploitants.

Pour augmenter les revenus ruraux et améliorer la sécurité alimentaire, il est essentiel de faire progresser la productivité et/ou d'encourager la diversification de la production agricole au profit de produits de plus grande valeur, en vue d'améliorer les revenus grâce à un accroissement de la valeur de la production par unité de surface et, plus important encore, par unité de main-d'œuvre. Compte-tenu du fait qu'une grande partie des populations rurales pauvres élèvent du bétail, que l'élevage peut contribuer notablement au développement rural durable et que la demande de produits d'origine animale se développe rapidement dans les pays en développement, diversifier la production au profit de l'élevage et augmenter la productivité du cheptel devraient faire partie des stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance de la productivité agricole.

Cet ouvrage passe en revue les principaux aspects de l'interface élevage-pauvreté, en vue d'identifier les conditions dans lesquelles l'élevage peut être un outil efficace pour réduire la pauvreté; les interventions qui permettent d'exploiter pleinement le potentiel de l'élevage en vue de réduire la pauvreté, en fonction des contextes; et la manière de faciliter la mise en œuvre durable de ces interventions.

PAUVRETÉ, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉLEVAGE

Bien que le taux d'extrême pauvreté (< 1,25 \$ par jour) dans les pays en développement ait été réduit de manière significative au cours des 15 dernières années, celui-ci est passé de 42 pour cent en 1990 à 26 pour cent en 2005, 1,4 milliards de personnes dans le monde

vivent encore dans l'extrême pauvreté (ils étaient 1,8 milliard en 1990). En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté de respectivement 20 millions et 100 millions de personnes. Les régimes alimentaires des pays en développement sont déficients, non seulement en termes quantitatifs, mais davantage encore en termes qualitatifs. Les estimations concernant les années de vie corrigées de l'incapacité (AVCI) attribuables à la malnutrition protéino-énergétique, à l'anémie ferriprive et aux carences en vitamine A dans les pays en développement sont respectivement de 17,4 millions, 15,6 millions et 0,6 million. Compte tenu de la biodisponibilité élevée des protéines, du fer et de la vitamine A dans la viande, les œufs et le lait, augmenter la disponibilité des aliments d'origine animale (AOA) pour les populations pauvres des pays en développement pourrait faire considérablement reculer les maladies imputables aux carences en protéines et en micronutriments.

L'élevage contribue directement à la sécurité alimentaire humaine en transformant la végétation des terres arides non arables, des résidus de récolte, des sous-produits de la transformation des aliments, et des déchets organiques en denrées destinées à l'alimentation humaine, à forte teneur nutritive et à haute qualité nutritionnelle. L'élevage contribue aussi indirectement à la sécurité alimentaire, du fait que la production de fumier favorise la croissance de la production agricole. En outre, les animaux peuvent servir de tampon pour atténuer l'impact des fluctuations de la production agricole sur la disponibilité alimentaire destinée à la consommation humaine, stabilisant ainsi l'approvisionnement alimentaire. Enfin, l'élevage permet de lisser les besoins en main-d'œuvre familiale au cours des saisons et en fonction des sexes et des générations, améliorant ainsi la productivité globale du travail des ménages.

Les petits exploitants, quelle que soit la façon dont ils sont définis, représentent une part importante de la production agricole dans la plupart des pays en développement, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En Asie du Sud, plus de 80 pour cent des fermes comptent moins de 2 ha de terre et en Afrique subsaharienne, environ 90 pour cent de la production agricole serait le fait de petits exploitants. Dans les pays africains et asiatiques figurant dans la base de données de la FAO - Activités rurales génératrices de revenus (FAO-RIGA), la production des exploitations de moins de 2 ha de terre ou de moins de 2 UBT représente au minimum, entre la moitié et les trois quarts de la production animale totale. À l'exception des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les exploitations moyennes sont de l'ordre de 1 ha, voire moins. La possession de bétail est en général légèrement plus fréquente et équitable que la possession de terres, même si, de nouveau, la taille moyenne des troupeaux est faible et oscille normalement entre 1 et 2 UBT. On trouve des ménages d'éleveurs dans tous les quintiles de richesse, mais les ménages du quintile inférieur de dépenses sont généralement plus susceptibles d'avoir des animaux dans leurs portefeuilles d'actifs que les ménages les plus riches.

L'élevage est également un moyen important de conférer un revenu et un statut aux femmes. Bien que les femmes ne détiennent que rarement des droits de propriété ou d'usage sur les terres, elles possèdent souvent du bétail. Cependant, la promotion de la production animale, à laquelle les femmes participent activement, n'améliore pas automatiquement le contrôle des femmes sur les revenus issus de l'élevage. Globalement, les dynamiques du pouvoir au sein des ménages, extrêmement liées au contexte socio-économique,

semblent trop complexes et trop variées pour que l'on puisse établir de simples prévisions concernant les effets de la promotion de l'élevage sur les questions de parité.

À l'échelle mondiale, le nombre d'éleveurs pauvres (< 2 \$ par jour) a augmenté d'environ 1,4 pour cent par an. En termes absolus, c'est en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne que l'on compte le plus d'éleveurs pauvres, avec respectivement plus de 45 et 25 pour cent des 752 millions d'éleveurs pauvres estimés à l'échelle de la planète. L'ampleur de la pauvreté chez les éleveurs est particulièrement élevée en Afrique subsaharienne, où l'on estime que plus de 85 pour cent des éleveurs pauvres sont extrêmement pauvres.

La croissance démographique et l'augmentation des revenus par habitant dans les pays en développement devraient se traduire par une forte augmentation de la demande d'AOA dans ces régions. Une part importante de cette hausse devrait provenir de la croissance rapide des populations urbaines. L'augmentation de la production animale nationale en réponse à la croissance de la demande urbaine, et les revenus supplémentaires générés, viennent s'ajouter au produit intérieur brut (PIB) et au revenu national. Les répercussions économiques sont nombreuses, notamment l'augmentation de l'emploi en milieu rural et des dépenses en intrants de production et en biens de consommation, et la génération d'échanges commerciaux supplémentaires pour les fournisseurs locaux ruraux et urbains. En conséquence, la croissance du secteur de l'élevage en réponse à une demande accrue des populations urbaines peut engager un processus d'auto-génération de croissance économique et de développement.

Les gouvernements n'ont souvent pas conscience des rôles complexes que joue l'élevage dans l'économie des ménages ruraux, et les politiques de développement de l'élevage tendent à être axées sur les produits commercialisés. Cette perspective est beaucoup trop réductrice, car les éleveurs sont souvent prêts à conserver dans leur cheptel des animaux à faible productivité physique en raison des nombreux services collatéraux que le bétail leur offre. Cette divergence apparente entre les critères d'évaluation des décideurs politiques et ceux des éleveurs, est en grande partie responsable de la faible efficacité des politiques de développement du secteur de l'élevage en matière de réduction de la pauvreté.

En dépit des nombreux résultats sociaux positifs liés à la croissance du secteur de l'élevage dans les régions en développement, il existe également des effets négatifs qui doivent être pris en compte et limités, notamment l'émergence et la propagation de maladies infectieuses et les répercussions négatives sur l'environnement. L'ampleur des conséquences néfastes dues à l'élevage sur l'environnement et la santé publique dépend fortement de la façon dont le secteur de l'élevage se développe en vue de répondre à la croissance de la demande.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Il n'y a pas de réduction de la pauvreté sans croissance économique, mais l'ampleur et la vitesse à laquelle la croissance peut réduire la pauvreté au fil du temps, sont renforcées et accélérées lorsque la répartition des revenus est équitable, et lorsque les pauvres peuvent participer aux activités économiques en expansion. Pour réduire la pauvreté plus rapidement dans les pays en développement, il ne suffit pas de favoriser la croissance économique dans son ensemble, une attention particulière doit aussi être accordée à la suppression des

inégalités qui limitent l'accès des pauvres aux opportunités de développement économique et leur capacité à en tirer profit. Pour que la croissance soit en faveur des pauvres, elle doit générer des gains de revenus pour les pauvres dans un processus de croissance inclusif, en favorisant la participation au marché et la demande des activités qui utilisent les ressources des pauvres (principalement la main-d'œuvre) de manière intensive.

Pour accélérer le potentiel de réduction de la pauvreté de la croissance économique dans les pays en développement principalement agraires et à faible revenu, il est nécessaire de stimuler les activités économiques dans les zones où la majorité des pauvres se trouvent - dans les communautés rurales - et dans le secteur économique dont la plupart des pauvres dépendent pour leur subsistance: l'agriculture. Les effets significatifs sur la réduction de la pauvreté de la croissance générée par l'agriculture ne sont pas seulement attribuables à la part de l'agriculture dans l'économie globale, mais également aux puissants liens de consommation et de production qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Les chaînes d'approvisionnement et de dépense du secteur agricole génèrent de la production, de l'emploi et des effets multiplicateurs sur les revenus non seulement au sein du secteur agricole mais également dans le cadre des activités économiques rurales non agricoles et dans l'économie en général.

Dans les économies agraires à faible revenu, les systèmes agricoles dominants chez les petits exploitants sont basés sur l'agro-pastoralisme, dont l'élevage fait partie intégrante. La contribution du secteur de l'élevage à l'économie agricole est la deuxième plus importante, juste derrière la production à grande échelle de cultures de base. Malgré des niveaux de production inférieurs à ceux des cultures vivrières, la productivité et la croissance des revenus dans le secteur de l'élevage ont des effets multiplicateurs puissants sur les revenus et un fort potentiel de réduction de la pauvreté. Ceux-ci s'expliquent par la hausse de la demande générée par les gains de revenus directs et indirects des ménages ruraux et par l'amélioration de l'offre via des liens avec le secteur de la production de cultures de base, qui génère des sous-produits pour l'alimentation du bétail. La meilleure stratégie est celle qui vise à améliorer conjointement la croissance de la productivité des secteurs de l'élevage et des cultures de base, en exploitant les liens étroits entre ces deux secteurs. Elle devrait permettre de générer des effets multiplicateurs sur les revenus particulièrement significatifs et d'accélérer la réduction de la pauvreté.

À mesure que les systèmes d'approvisionnement modernes se développent, les technologies, les institutions et les informations qui supportent la production agro-alimentaire sont de plus en plus complexes. Des investissements réguliers sont nécessaires pour suivre l'évolution des produits, des processus et des normes de qualité et de sécurité. En conséquence, dans les systèmes alimentaires modernes sur les marchés agricoles fortement commercialisés, pour être compétitifs, les producteurs sont confrontés à une nouvelle série de coûts d'entrée et de transaction. Cependant, les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires dans de nombreux pays en développement sont encore loin des systèmes hautement technologiques et fortement intégrés qui prévalent dans les pays de l'OCDE. La demande de tous les types de produits agricoles et de produits de l'élevage dépend principalement des niveaux de revenu des populations locales. En outre, seuls les ménages du décile de revenu supérieur représentent un marché viable pour les produits transformés à forte valeur ajoutée de la chaîne du froid. Les consommateurs des trois quintiles inférieurs

de revenu achètent normalement les AOA sur les marchés d'animaux vivants et de produits frais, où les chaînes d'approvisionnement sont principalement régies par des réseaux informels et coutumiers.

L'expansion actuelle des marchés des AOA dans les pays en développement, et leur grande diversité, représentent un énorme potentiel de génération de revenus pour les populations rurales pauvres, dont la plupart possède du bétail. Cependant, la part des bénéfices issus de la croissance de la demande alimentaire urbaine dont tireront profit les petits exploitants ruraux et l'industrie agro-alimentaire dépendra dans une large mesure de décisions politiques. Malheureusement, le potentiel de l'élevage en faveur de la réduction de la pauvreté, associé à un développement efficace du secteur, reste largement inexploité. Les raisons qui expliquent cette situation sont, entre autres, les imperfections du marché et des institutions; les paradigmes politiques dominants qui tendent à systématiquement privilégier l'industrialisation et la concentration, favorisant ainsi les grandes entreprises au détriment des petits acteurs du marché; et l'insuffisance des biens et des services publics, dont les conséquences affectent les pauvres de manière disproportionnée.

La plupart des ménages agricoles et ruraux des pays en développement ont peu de chances d'être recrutés directement pour participer à l'industrialisation agroalimentaire. Même les étapes intermédiaires de la consolidation du secteur de l'agriculture, comme l'agriculture contractuelle, semblent être effectuées à une échelle qui dépasse largement celle de l'agriculteur moyen. Néanmoins, la croissance de la demande urbaine représente actuellement une opportunité importante pour tous les producteurs alimentaires, y compris les petits exploitants, et doit être appréciée pour son potentiel de développement inclusif.

Malheureusement, du fait de leurs situations, les petits exploitants ont peu de chances de concurrencer les entreprises agroalimentaires commerciales déjà établies sur les marchés urbains. Pour pouvoir participer à la croissance du marché, les petits producteurs doivent mettre l'accent sur leurs points forts - la variété des produits traditionnels et des coûts de ressources peu élevés – tandis que des politiques de développement inclusives sont nécessaires pour faciliter leur accès au marché. Pour que les marchés nationaux des produits animaux soient plus inclusifs, des politiques fermes doivent être mises en œuvre en vue de surmonter les obstacles à l'entrée sur le marché, les défaillances institutionnelles et de l'information et le biais historique au profit du développement des entreprises agroalimentaires intégrées.

POLITIQUES ET RÉFORMES INSTITUTIONNELLES EN FAVEUR DES PAUVRES

La plupart des gouvernements n'élaborent pas délibérément des politiques anti-pauvres, mais ils ne réalisent pas que la croissance économique, bien que nécessaire, ne suffit pas toujours à réduire la pauvreté. Bien que les pays soient de plus en plus interdépendants à l'échelle internationale, les gouvernements nationaux ont encore suffisamment de latitude pour engager des réformes politiques en mesure de réduire la pauvreté de manière significative.

Les politiques d'élevage doivent être compatibles avec le cadre institutionnel et politique plus large, qui détermine la croissance du secteur agricole et de l'économie en général. La plupart des tentatives visant à mener une réforme globale du secteur de l'élevage se sont avérées inefficaces, et une mise en œuvre fragmentée peut créer plus de mal que de bien.

En revanche, des politiques et des réformes institutionnelles limitées et ciblées peuvent générer des bénéfices significatifs en renforçant la contribution du secteur de l'élevage à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Diverses politiques et institutions peuvent contribuer au développement du secteur de l'élevage, mais en raison des spécificités de chaque pays, appliquer la méthode du copier-coller pour les réformes politiques et institutionnelles se révèle peu efficace, voire inutile. L'expérimentation est un moyen efficace d'identifier les réformes institutionnelles et politiques les plus appropriées pour soutenir la croissance du secteur dans les différents pays. Cependant, elle nécessite la volonté de prendre des risques et d'accepter les échecs comme les réussites.

Les réformes politiques dans le secteur de l'élevage devraient cibler les agriculteurs «pas-si-pauvres», pour stimuler la croissance en faveur des pauvres, notamment grâce aux effets multiplicateurs générés par le développement du secteur. La relation entre les réformes politiques et institutionnelles et le développement du secteur de l'élevage est bidirectionnelle, étant donné que les institutions influencent le niveau et le rythme de croissance du secteur, alors que le développement du secteur peut entraîner d'autres changements institutionnels. En d'autres termes, le processus de conception et de mise en œuvre de politiques en faveur d'une croissance du secteur de l'élevage, inclusive et favorable aux pauvres, est un processus sans fin.

Les approches classiques, dans le cadre desquelles les conseils stratégiques sont simplement transférés aux décideurs et aux praticiens, ont peu de chances d'être efficaces; il est préférable de mettre en place des partenariats ainsi que des réseaux et des mécanismes d'échange de connaissances en vue d'élaborer des conseils stratégiques, plutôt que de s'appuyer sur les «autorités». Toutefois, ces processus sont longs, répétitifs et leurs résultats sont incertains. La compréhension et la promotion des politiques et des réformes institutionnelles dépendent des capacités sous-jacentes face au changement, qui sont en grande partie fonction des liens et de la qualité des relations entre les acteurs du secteur.

CONCLUSIONS

Pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui l'accompagne au niveau mondial, les efforts de développement doivent se concentrer sur les régions et les pays aux premiers stades du développement économique - l'Afrique subsaharienne et les régions les plus défavorisées d'Asie du Sud et du Sud-Est. Dans ces régions, l'expérience montre que l'agriculture demeure - en partie par défaut - l'un des secteurs les plus importants pour la réduction de la pauvreté rurale, mais que des augmentations de la productivité, en particulier du travail, sont nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de l'agriculture en matière de réduction de la pauvreté. La diversification au profit de produits agricoles à (plus) forte valeur ajoutée (horticulture, aquaculture, élevage) est une manière importante d'accroître la productivité du travail dans les petites exploitations agricoles, mais la diversification au profit de l'élevage est limitée par une multitude de barrières à l'entrée (investissements, technologies, accès aux marchés, etc.) insurmontables pour la plupart des ménages à faible revenu. La hausse des revenus en provenance de l'agriculture génère des emplois dans le secteur des biens et des services locaux non échangeables, et la création d'emplois secondaires peut fortement contribuer à la réduction de la pauvreté.

L'intensification de l'agriculture peut contribuer rapidement à la réduction de la pauvreté si les interventions politiques ciblent les petits exploitants avec «le meilleur potentiel» dans les zones défavorisées (encore majoritairement pauvres, mais pas les plus pauvres parmi les pauvres), tandis que les ménages les plus défavorisés tireront profit indirectement des retombées telles que la diffusion des technologies et la croissance de la demande pour des biens et des services locaux non échangeables (en particulier la demande de main-d'œuvre). Pour les ménages agricoles les plus défavorisés, le bétail ne fournit pas vraiment de possibilités de croissance, mais joue le rôle important de filet de sécurité. À cet effet, les politiques devraient être axées sur la réduction de la vulnérabilité, par exemple en protégeant le capital-bétail.

L'agriculture est hétérogène, très complexe et concerne un large éventail de parties prenantes. Le développement agricole nécessite donc des approches soigneusement adaptées aux conditions locales, car la planification de modèles à grande échelle est pratiquement vouée à l'échec. Pour contribuer à l'éradication de la pauvreté, il est préférable d'expérimenter des interventions ciblées, à petite échelle, en vue de tirer des leçons de ces expériences.

Les coûts de transaction et les risques de défaut de coordination sont élevés dans l'agriculture, et l'État doit intervenir pour promouvoir les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires accessibles aux ménages à faible revenu. Les organismes publics chargés de soutenir l'agriculture doivent concentrer leurs efforts sur l'élaboration des politiques, la coordination, la réglementation et la prestation de services que le secteur privé ne fournira pas.

Mots clés

agriculture, production animale, économie, insécurité alimentaire, ménages, élevage, nutrition, pauvreté.

Sigles et abréviations

AEP	Asie de l'Est et Pacifique
AGA	Division de la production et de la santé animales (FAO)
ALC	Amérique latine et Caraïbes
AOA	aliment d'origine animale
ASS	Afrique subsaharienne
AVCI	années de vie corrigées de l'incapacité
CIC	courbe d'incidence de la croissance
DFID	Département du développement international (Royaume Uni)
EEAC	Europe de l'Est et Asie centrale
ERNA	économie rurale non agricole
FA	fièvre aphteuse
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GES	gaz à effet de serre
GREP	Programme mondial d'éradication de la peste bovine
GTAP	Projet d'analyse des échanges commerciaux mondiaux
IAHP	influenza aviaire hautement pathogène
ILRI	Institut international de recherche sur l'élevage
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PCI	Programme de comparaison internationale (Banque mondiale)
PIB	produit intérieur brut
POAN	Proche-Orient et Afrique du Nord
PPA	parité de pouvoir d'achat
PPLPI	Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres
PRG	potentiel de réchauffement global
RDP	République démocratique populaire (Lao)
RIGA	activités rurales génératrices de revenus
RNB	revenu national brut
SPS	sanitaire et phytosanitaire
UBT	unité de bétail tropical

Les produits de l'élevage sont, bien trop souvent, considérés comme quelque chose que les riches consomment, et non comme quelque chose que les pauvres produisent.

Philipp Mellor